



Déclaration liminaire CCAS plénier du 13 juin 2025

Madame la Directrice,
Mesdames, Messieurs, cher(e)s collègues,

Force Ouvrière souhaite saluer l'esprit constructif qui a animé les échanges ayant permis d'aboutir à la dernière version en date du projet de protocole sur l'action sociale ministérielle. Ce projet comporte de premières avancées : clarification des rôles des acteurs, relance des partenariats locaux, amélioration de dispositifs en matière de logement, de restauration ou d'aide à l'enfance, et renforcement de la gouvernance.

Dans un contexte de perte continue du pouvoir d'achat des agents publics — estimée à près de 22 % sur la part indiciaire entre 2000 et 2023 —, l'action sociale ne peut plus être considérée comme un simple complément. Elle est un outil structurant de solidarité et de reconnaissance. FO souhaite que cet accord puisse servir de levier pour renforcer la cohésion et le lien social dans les services et établissements.

Nous appelons de nos vœux qu'un protocole d'accord majoritaire puisse être signé avant les rencontres nationales des présidents de CLAS prévues les 4, 5 et 6 novembre 2025.

Désormais, il appartient à l'administration de franchir le pas nécessaire porté notamment par FO en CSA Minuistériel pour aboutir à cette signature et faire de cet accord une réalité.

Points de vigilance

Concernant la restauration collective, FO a été alertée par des remontées de terrain où les modalités de subvention évoluent vers un système dégressif en fonction de l'indice de rémunération. Si cette réforme entend préserver une forme de justice sociale, elle soulève néanmoins la question de la viabilité du modèle, du reste à charge pour les agents d'autant plus que ces derniers ont dû faire face, début janvier, à une

revalorisation non négligeable des plateaux repas ainsi que le risque de désaffectation des restaurants collectifs . FO demande au MATTE une situation détaillée sur l'évolution des coûts et de la fréquentation des structures de restauration, et restera attentive aux résultats de l'enquête prévue cet été sur les zones ne disposant pas de solution de restauration directe. FO alerte par ailleurs comme cela a été porté en CSA des DDI sur les reculs observés sur le champ des DDI au motif de contraintes budgétaires du ministère de l'Intérieur dont nous ne sommes pas responsables.

Prêts du CAS

FO constate une baisse du nombre de prêts sociaux accordés cette année. Nous attendons la mise en œuvre rapide d'une campagne de communication, notamment sur le prêt « études ». Ce dispositif est essentiel en cette période où de nombreuses familles d'agents préparent activement la rentrée universitaire de septembre 2025, avec des frais d'inscription, de logement ou de transport à anticiper. Il est impératif que les agents soient mieux informés des prêts disponibles.

Formation des présidents de CLAS

FO réitère sa demande d'organisation d'une session de formation en présentiel pour les présidents de CLAS au second semestre 2025. Cette formation est essentielle pour renforcer l'efficacité locale des dispositifs d'action sociale.

Dotations supplémentaires

FO salue la dotation complémentaire de 2 millions d'euros sur le budget d'action sociale 2025. Cette enveloppe constitue une bouffée d'oxygène bienvenue dans un contexte contraint et permettra d'aborder plus sereinement les mois à venir.

FO reste pleinement mobilisée pour la conclusion d'un accord ambitieux, à la hauteur des attentes des agents et des enjeux de service public.

Nous vous remercions de votre attention.